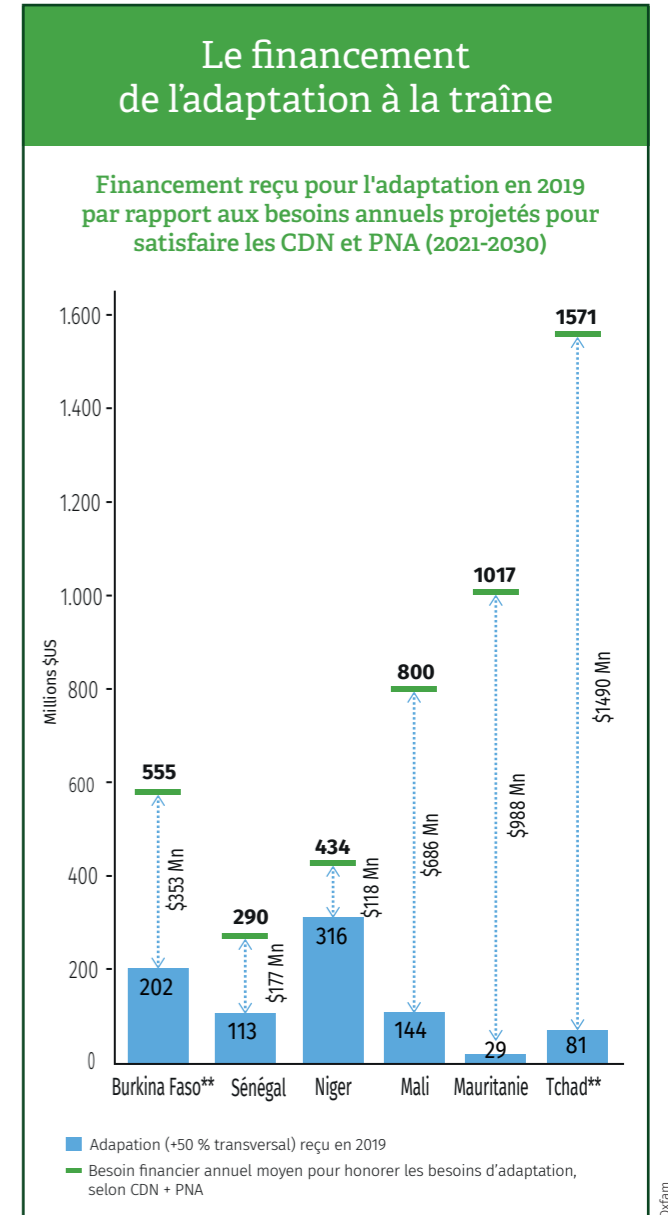
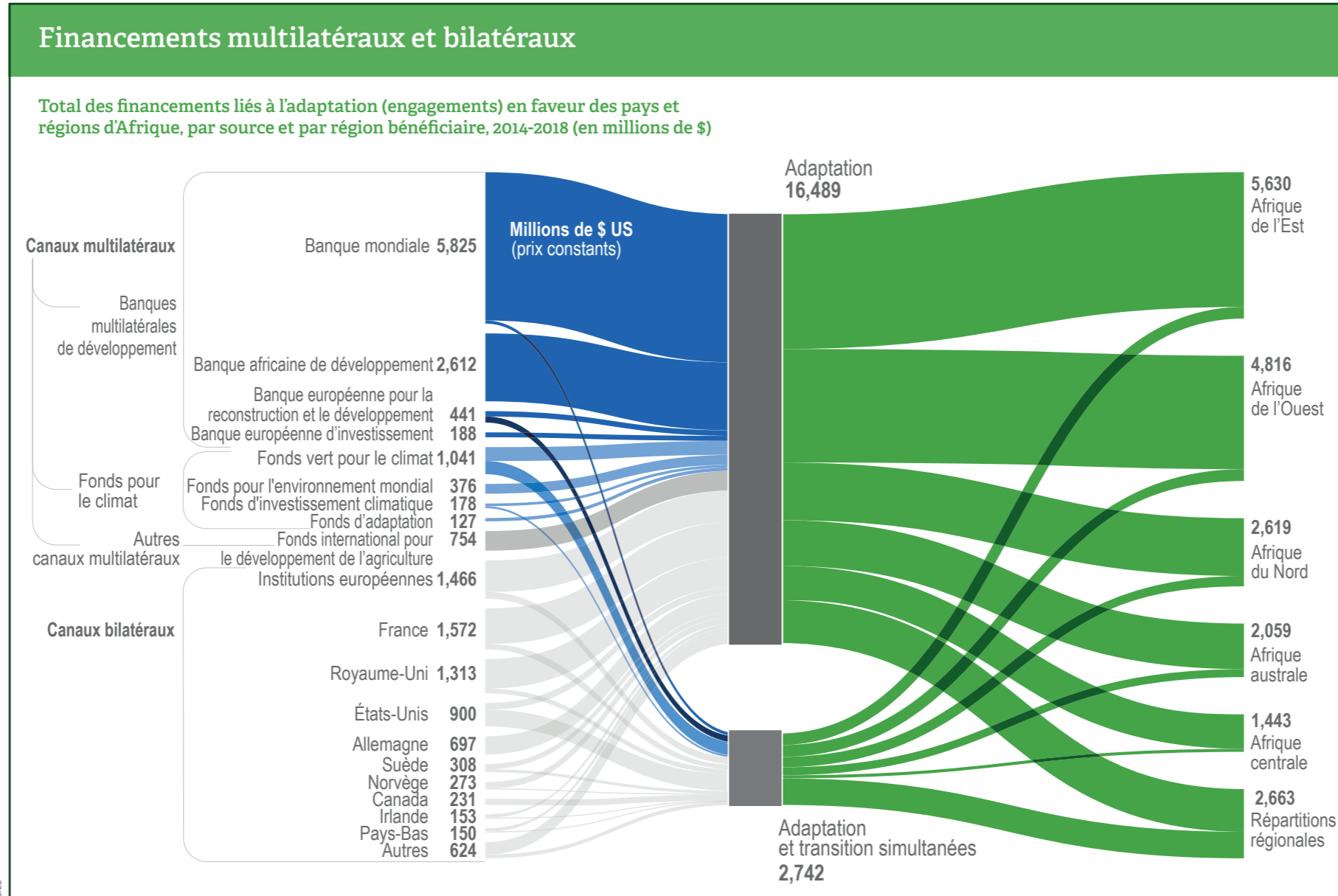


# Financements climat en Afrique de l'Ouest : des besoins très loin d'être satisfaits

L'architecture mondiale du financement climatique est complexe, en constante évolution et loin d'être à la hauteur des enjeux selon de nombreux observateurs, que ce soit en termes de montants ou d'accessibilité.

Les fonds transitent par des canaux multilatéraux - Banque mondiale, financements de la Convention cadre des Nations unies sur les changements (CCNUCC), mécanismes financiers de l'accord de Paris - et de plus en plus par des canaux bilatéraux, ainsi que par des mécanismes régionaux et nationaux de lutte contre le changement climatique. Chaque fonds a son propre ensemble de règles, de critères d'éligibilité et de priorités thématiques et géographiques. Le suivi des flux est difficile, car il n'existe pas de définition commune de ce qui constitue le financement climatique ni de règles de comptabilité cohérentes. De plus, les types de financement climatique disponibles vont des subventions et des prêts concessionnels aux garanties et aux capitaux privés.

Le large éventail de mécanismes de financement climatique disponible continue de poser des problèmes de coordination et les efforts visant à accroître l'inclusion et la complémentarité, ainsi qu'à en simplifier l'accès, se poursuivent. Car l'Afrique de l'Ouest et du Centre a bien du mal à en bénéficier malgré l'ampleur des enjeux. ■



**38 % de subventions seulement**  
Une tendance préoccupante est observée aujourd'hui : seuls 38 % des financements climat reçus par l'Afrique de l'Ouest/Sahel entre 2013 et 2019 prennent la forme de subventions et 62 % sont sous forme d'instruments de dette, dans une région où les niveaux d'endettement sont déjà critiques (Oxfam).

**0,8% des entités financées sont africaines**  
Dans son dernier rapport, le GIEC insiste sur les problèmes d'accès et d'utilisation des fonds disponibles pour les pays africains. Les institutions nationales ont du mal à être accréditées pour l'accès direct en raison des processus compliqués, longs et bureaucratiques d'accréditation, qui exigent la mise en place de normes et de capacités institutionnelles et fiduciaires solides. Oxfam estime quant à elle que seulement 0,8 % des entités qui ont un accès direct aux financements climat internationaux en Afrique de l'Ouest/Sahel peuvent être identifiées comme "locales" ou au niveau infranational.

**Seulement 12,7 % des besoins financiers annuels couverts**  
Entre 2013 et 2019, d'après un rapport de l'ONG Oxfam paru en septembre 2022, l'ensemble des huit pays analysés (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Ghana, Nigeria) ont reçu un montant total de financement public international pour le climat de 11,7 milliards de dollars. Le financement conditionnel requis pour la période 2022-30, selon les Contributions déterminées au niveau des pays (p.5) des pays, représente en moyenne 19,7 milliards de dollars par an. L'analyse montre que les niveaux de financement climat déclarés par les bailleurs mondiaux en 2019 (2,5 milliards de dollars) ne représentent que 12,7 % des besoins financiers annuels moyens pour le financement climat externe exprimés par les pays de l'Afrique de l'Ouest/Sahel dans leurs CDN (couvrant la période 2021-2030).

**EN SAVOIR PLUS :**  
Charlene Watson, ODI, Liane Schalatek, HBS, and Aurélien Evéquo, 2022, The Global Climate Finance Architecture, <https://bit.ly/3OXIGer>  
Oxfam, 2022, Les financements climat en Afrique de l'Ouest : Évaluation de l'état des financements climat dans l'une des régions les plus vulnérables au climat dans le monde, <https://bit.ly/3B4a2so>  
IPCC, 2022: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lössche, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, (Afrique p. 1318) <https://bit.ly/3B5Fq9J>  
OCDE, 2022, Aggregate Trends of Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2013-2020, Climate Finance and the USD 100 Billion Goal, Éditions OCDE, Paris, <https://bit.ly/3B8HYUD>